

## Débat

Frieder-Otto Wolf

### *Quelques remarques sur la notion d' « intérêt public »*

En ma qualité d'enseignant de philosophie avec une intense et longue pratique de la politique, je me permets de faire une remarque plutôt risquée. Je suis convaincu que la tragédie de la fonction publique est double. D'un côté, il y a une tragédie plus générale, et d'une certaine manière inévitable, liée à l'existence de la fonction publique sous la domination du mode de production capitaliste. Il y a un problème élémentaire inhérent à la notion même d'intérêt général dans la situation historique inouïe qui s'est développée en Europe depuis le 14<sup>e</sup> siècle, qui a connu sa percée au commencement du 19<sup>e</sup> pour s'étendre ensuite à la globalité planétaire. Cette situation est toujours déterminante dans notre présent globalisé, en dépit de ses transformations dramatiques du 20<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de la situation de domination du mode de production capitaliste. Comme tout le monde sait, ce mode de production est caractérisé par un antagonisme qui définit des intérêts conflictuels : celui du pôle du capital qui s'accumule à travers l'exploitation du travail existant sous forme de travail salarié<sup>222</sup> et celui du pôle du travail exécuté sous forme d'une force de travail. Tandis que l'intérêt du capital va exclusivement et sans limite vers son accumulation en tant que tel, l'intérêt du travail, dans cette forme historique, s'oriente vers la reproduction concrète des personnes humaines porteuses d'une force de travail à vendre. Ces intérêts sont - du moins en partie - foncièrement antagoniques, p. ex. en ce qui concerne la durée du travail (cf. l'analyse classique de Marx dans *Le Capital*). De ce constat, nous pouvons dériver deux conceptions différentes de l'intérêt général - l'une orientée vers les conditions générales d'une accumulation illimitée du capital sans perturbations, l'autre vers les conditions générales

---

222 À ne pas confondre dans sa diversité avec la forme spécifique qu'il a prise au 20<sup>e</sup> siècle, définie par le droit du travail et par les systèmes de sécurité sociale, accompagnée de formes diverses de travail « informel », « précaire », « illégal », etc. Avant l'établissement de cette forme « normale », toutes les variantes possibles du travail dépendant étaient des formes du travail salarié, sous cette condition que la force de travail ait été échangée contre une forme de salaire (y inclus le salaire sur pièces ou en nature).

d'une reproduction des personnes humaines porteuses de force de travail. Le fait qu'une reproduction continuelle d'une offre suffisante de force de travail en tant que telle figure en place éminente parmi les conditions générales ouvre, il est vrai, la voie à des compromis divers. Mais il reste vrai aussi que l'accumulation du capital et la reproduction des personnes humaines définissent des déterminants bien différents et irréductibles de la notion d'intérêt général.

On peut donc dire que la forme politique même de l'État moderne, en tant que forme politique « abstraite », déliée des personnes humaines, sert d'abord à gérer cette différence profonde produite par l'antagonisme de classe constitutif de ce mode de production, d'où le caractère ambivalent de l'intérêt général défini par cet État moderne, qui constitue autant un champ de lutte qu'un terrain de compromis entre classes. De là vient la diversité des configurations concrètes dans lesquelles se sont constitués les États-nations, avec leurs voies de développement politique caractéristiques, chacun définissant le terme « intérêt d'État » à sa manière, p. ex. comme « intérêt commun » de tous les propriétaires privés, comme « intérêt général » de tous les citoyens, comme « intérêt universel » de tous les hommes ou encore comme « intérêt public » de l'État en tant que pouvoir public d'une société donnée. En découlent des conceptions élémentaires de la mission des appareils d'État et du statut de leur personnel, qui ont pris forme dans des notions aussi diverses que la « fonction publique », le corps de *civil servants* ou la *Beamtenschaft*, et qui ont été théorisées en tant que « mission républicaine », *good government* ou *Daseinsvorsorge* - bien que toujours reliées aux fonctions élémentaires de l'État moderne découlant des impératifs conflictuels de l'accumulation du capital et de la reproduction des personnes humaines.

Pour notre débat, il me semble décisif de bien distinguer entre ces fonctions élémentaires et leurs « incarnations » caractéristiques dans les États-nations divers (centralisés, fédéraux, sans ou avec une autogestion municipale) avec leurs « chemins » de développement politique différents, définis surtout par la forme concrète prise par la séparation inévitable entre l'État et l'Église, puis par les formes de différenciation qui se sont développées entre l'État au sens restreint (juridiction, administration, police, armée)<sup>223</sup>

---

223 Dans les traditions anglo-saxonnes comprises sous le terme *government*.

et *lo stato* au sens large, la « société civile » de Gramsci, p. ex. dans les « écoles privées » de la tradition « catho-laïque » française, les « organisations non gouvernementales » de la tradition anglo-saxonne ou dans les *freie Träger* de la politique sociale en Allemagne.

De l'autre côté, il y a une tragédie actuelle. Une fonction publique qui avait acquis de haute lutte une dimension démocratique réelle est amenée, par l'action de ses « autorités légitimes », à l'abandonner, en pleine conscience de l'illégitimité substantielle de ces développements. Tirillés entre les consignes des gouvernements, qui préconisent son démantèlement et sa privatisation, et les nécessités perçues de la population, les agents de la fonction publique mènent un combat fragmenté et désorienté, dont les perspectives de réussite semblent bien réduites.

Car l'impact de la « contre-révolution néo-libérale » (Milton Friedman) ne peut pas être adéquatement compris au niveau de la structure générale du mode de production capitaliste, mais doit être compris au niveau d'une phase historique commune de toute une constellation de formations de société ainsi que du développement politique de chacune de ses formations.

La constellation « fordiste » avait été forgée dans de grands compromis de classe, intégrant les organisations ouvrières à la gestion politique des diverses formations de société au sommet de sa hiérarchie internationale. Ceci a modifié, dans une direction plus ou moins convergente, les compromis de classe émergents dans l'après-guerre, établissant des formes connexes d'États nationaux-sociaux, l'État providence, le *welfare state* et le *Sozialstaat*, entre autres, avec un fort accroissement du personnel ainsi professionnalisé dans l'exercice de ces fonctions.

La contre-révolution néo-libérale - pensée d'abord à Chicago puis mise en pratique pour la première fois dans le Chili du général Pinochet - a été déclenchée pour définir une autre issue de la crise de la constellation fordiste que « l'euthanasie des rentiers » préconisée par J. M. Keynes pour mettre fin à quelques contradictions internes de son modèle de l'intervention de l'État

dans l'économie, modèle adopté par les gouvernements des pays les plus importants pendant cette phase fordiste.<sup>224</sup>

Il y a un effet général de cette « contre-révolution » qui a consisté à révoquer tous les compromis de classe, afin de libérer encore une fois l'accumulation capitaliste de toute contrainte politique, avec une tendance « spontanée » visant à créer un effet de polarisation chez les individus et au sein des classes, aussi bien à l'intérieur des formations sociales constituées au niveau national que dans la hiérarchie internationale. À l'intérieur des appareils d'État, cette polarisation semble s'exprimer par une tendance généralisée à la séparation de deux couches : d'un côté, une couche plus ou moins étroite de « décideurs », à laquelle sont offertes des possibilités de s'intégrer dans une « élite » politique transnationale en voie d'émergence, étroitement liée avec le personnel diplomatique des institutions internationales, de l'autre, des couches beaucoup plus larges d'agents d'exécution, menacés de perdre la dimension publique de leurs fonctions, étant donné la subordination grandissante de fonctions partielles au capital privé.

Mais cette accumulation capitaliste ne peut pas se passer de toute intervention de l'État. Celui-ci continue d'être l'ultime garant du droit de propriété, si fondamental pour le mode de production capitaliste en général et désormais encore plus important en tant que base de toute une gamme d'opérations d'appropriation de biens appartenant à des formations sociales concrètes ou à l'humanité entière : la créativité culturelle, les nappes d'eau, les profondeurs des mers, les forêts vierges ou l'information génétique contenue dans la biodiversité. Cette accumulation n'est donc pas apolitique ; elle n'est pas un pur effet automatique d'une « mondialisation » des marchés. Au contraire, elle a dû être traduite dans des stratégies politiques nationales pour devenir efficace, avec deux appuis stratégiques généralisés : l'idéologie de l'État compétitif (« Wettbewerbsstaat » - Joachim Hirsch), selon laquelle l'adaptation des institutions politiques aux impératifs de

---

224 À l'époque, beaucoup de contemporains pensaient qu'une solution non capitaliste de cette crise historique serait possible - ce qui, rétrospectivement, apparaît pour le moins extrêmement optimiste. Les rapports de force existant au niveau mondial laissent plutôt penser qu'une nouvelle étape de la « grande transformation » (Polanyi) aurait pu s'imposer, par laquelle le mode de production capitaliste avait été partiellement soumis aux nécessités de la reproduction des personnes humaines, au moins dans les « sociétés avancées ».

l'accumulation capitaliste serait à elle seule décisive pour les perspectives de richesse (ou de pauvreté) des nations, et le manque de communication structurée entre les peuples, qui entraîne un manque de compréhension mutuelle en ce qui concerne les conditions institutionnelles et les « cultures politiques » nationales sous lesquelles ils sont appelés à agir.

Les traditions des évidences proprio-centristes - p. ex. celle des Allemands, qui voient partout des possibilités d'application de leur type de fédéralisme - qui se sont développées au 19<sup>e</sup> siècle pour devenir complètement hégémoniques au 20<sup>e</sup>, ne facilitent pas cette tâche. Mais la compréhension et les « solidarités » mutuelles, toujours plus nécessaires avec la mondialisation et l'euro-péanisation des initiatives néo-libérales, commencent avec le constat de la diversité - qui comme telle n'est pas encore vraiment connue en Europe.

Ceci est aggravé encore par le processus de l'intégration politique européenne, qui a créé un espace transnational de régulation politique dépassant les processus démocratiques nationaux. Au début des années 80, le manque de solidarité européenne avec la politique de relance « keynésienne » a été décisif pour l'échec de celle-ci. L'excessive superficialité des dispositions de solidarité politique avec les luttes populaires en France au milieu des années 1990 a certainement été déterminante pour la résorption successive de la percée social-démocrate par l'hégémonie néo-libérale jusqu'aux premières années de notre siècle. Aujourd'hui, à l'âge du marché unique et de la monnaie commune (et de l'EEE, pour la Suisse), ce genre de manque risquera de bloquer sérieusement toute initiative pour imposer une autre politique à l'échelle européenne. Les mouvements altermondialistes - constitués au niveau national tout en formant des réseaux transnationaux - ont montré qu'un tel mouvement de solidarités est possible. Les participants aux Euro-Marchés, les grévistes contre la fermeture de Renault Vilvoorde, les manifestants des contre-sommets européens ont commencé à nous montrer qu'une telle « solidarité transnationale » est aussi possible à l'échelle européenne.

Qui plus est, dans quelques-unes de leurs structures facilitatrices, intérieures aux mouvements, mais fonctionnant au second degré (p. ex. *les tutte bianche* en tant que réseau d'animation dans l'Italie des dernières années, le *Direct Action Network* comme réseau de

formation aux USA avant le sommet de Seattle (1999), le groupe *World Economy and Ecology Development* (WEED ; <[www.weed-online.org](http://www.weed-online.org)>) comme *think tank* alternatif en Allemagne ou encore la *Bertrand-Russell-Foundation*, fonctionnant comme noyau de réseaux de réseau depuis le temps du mouvement pour la paix des années 1980 en Angleterre, on peut reconnaître des modèles possibles d'un nouveau mode de fonctionnement des appareils d'État. Au lieu de servir surtout à l'exécution d'un « intérêt général » prédéfini par la politique constituée d'États souverains, ces appareils pourraient s'ouvrir à un rôle de cofacilitateurs de sa redéfinition continue dans des processus politiques démocratiques en voie de constante reconfiguration.

Un autre monde est possible, une autre Europe pas moins !